

Rapport financier 2015

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-Liguori

Code géographique : 63065

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), SIMON FRANCHE, atteste la véracité du rapport financier
de Saint-Liguori pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2016-03-14

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Municipalité de Saint-Liguori qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2015, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Saint-Liguori au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que la Municipalité de Saint-Liguori inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 15, 16 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

[Original signé par]

Yvan Gaudet, CPA auditeur, CA
368 Chemin des Prairies
Joliette, Qc.
J6E 4J8

DATE 2016-03-14

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	1 728 373	1 754 804			1 754 804	1 566 079
Compensations tenant lieu de taxes	2	39 022	38 274			38 274	39 023
Quotes-parts	3						
Transferts	4	27 450	111 667			111 667	106 383
Services rendus	5	31 412	52 604			52 604	39 715
Imposition de droits	6	39 560	63 461			63 461	66 209
Amendes et pénalités	7	15 000	16 273			16 273	13 480
Intérêts	8	8 000	22 470			22 470	14 812
Autres revenus	9		7 686			7 686	13 507
	10	1 888 817	2 067 239			2 067 239	1 859 208
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13						203 717
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17						203 717
	18	1 888 817	2 067 239			2 067 239	2 062 925
Charges							
Administration générale	19	425 893	395 383	19 003		414 386	474 958
Sécurité publique	20	275 173	262 591	43 778		306 369	294 076
Transport	21	536 968	518 076	107 011		625 087	677 186
Hygiène du milieu	22	190 569	218 738	32 350		251 088	268 255
Santé et bien-être	23						
Aménagement, urbanisme et développement	24	62 843	48 877	13 411		62 288	56 494
Loisirs et culture	25	207 351	195 218			195 218	176 946
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	36 449	33 594			33 594	36 510
Amortissement des immobilisations	28		215 553	(215 553)			
	29	1 735 246	1 888 030			1 888 030	1 984 425
Excédent (déficit) de l'exercice	30	153 571	179 209			179 209	78 500

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	153 571	179 209	78 500
Moins: revenus d'investissement	2 (	)(	)(	203 717)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	153 571	179 209	(125 217)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4		215 553	209 934
Produit de cession	5		24 720	
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		240 273	209 934
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	106 571)	(109 471)	(105 700)
	18	(106 571)	(109 471)	(105 700)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	)(	33 220)	(110 024)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21			
Réserves financières et fonds réservés	22			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25		(33 220)	(110 024)
	26	(106 571)	97 582	(5 790)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	47 000	276 791	(131 007)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1			203 717
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2	()	()	22 953)
Sécurité publique	3	()	2 730)	5 843)
Transport	4	47 000)	108 016)	35 801)
Hygiène du milieu	5	()	()	127 961)
Santé et bien-être	6	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()	()
Loisirs et culture	8	()	7 874)	112 719)
Réseau d'électricité	9	()	()	()
	10	47 000)	118 620)	305 277)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11	()	()	8 464)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12	()	()	()
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13		85 400	
Affectations				
Activités de fonctionnement	14		33 220	110 024
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17			
	18		33 220	110 024
	19	(47 000)		(203 717)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(47 000)		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération	1	378 391	367 299	353 777
Charges sociales	2	69 968	70 952	62 288
Biens et services	3	1 036 888	1 024 082	1 134 176
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	36 449	33 594	36 510
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8			
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	176 550	176 550	187 740
Autres	10			
Autres organismes	11	37 000		
Amortissement des immobilisations	12		215 553	209 934
Autres				
-	13			
-	14			
-	15			
	16	1 735 246	1 888 030	1 984 425

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Revenus				
Taxes	1	1 728 373	1 754 804	1 566 079
Compensations tenant lieu de taxes	2	39 022	38 274	39 023
Quotes-parts	3			
Transferts	4	27 450	111 667	310 100
Services rendus	5	31 412	52 604	39 715
Imposition de droits	6	39 560	63 461	66 209
Amendes et pénalités	7	15 000	16 273	13 480
Intérêts	8	8 000	22 470	14 812
Autres revenus	9		7 686	13 507
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	1 888 817	2 067 239	2 062 925
Charges				
Administration générale	12	425 893	414 386	474 958
Sécurité publique	13	275 173	306 369	294 076
Transport	14	536 968	625 087	677 186
Hygiène du milieu	15	190 569	251 088	268 255
Santé et bien-être	16			
Aménagement, urbanisme et développement	17	62 843	62 288	56 494
Loisirs et culture	18	207 351	195 218	176 946
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	36 449	33 594	36 510
	21	1 735 246	1 888 030	1 984 425
Excédent (déficit) de l'exercice	22	153 571	179 209	78 500
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		4 576 797	4 498 297
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		4 576 797	4 498 297
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		4 756 006	4 576 797

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Excédent (déficit) de l'exercice	1	153 571	179 209	78 500
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	47 000 ) (	118 620 ) (	305 277)
Produit de cession	3		24 720	
Amortissement	4		215 553	209 934
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(47 000)	121 653	(95 343)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			(8 464)
Variation des stocks de fournitures	9			
Variation des autres actifs non financiers	10			
	11			(8 464)
	12	106 571	300 862	(25 307)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	106 571	300 862	(25 307)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(510 220)	(484 913)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(510 220)	(484 913)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(209 358)	(510 220)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	1 514 144	172 052
Placements temporaires	2	
Débiteurs (note 5)	3 352 115	407 032
Prêts (note 6)	4	
Placements de portefeuille (note 7)	5	
Participations dans des entreprises municipales	6	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	
Autres actifs financiers (note 9)	8	
	9 866 259	579 084
PASSIFS		
Découvert bancaire	10	
Emprunts temporaires (note 10)	11	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12 119 879	100 128
Revenus reportés (note 12)	13 16 115	25 482
Dette à long terme (note 13)	14 939 623	963 694
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	
	16 1 075 617	1 089 304
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17 (209 358)	(510 220)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 15)	18 4 953 527	5 075 180
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19 11 837	11 837
Stocks de fournitures	20	
Autres actifs non financiers (note 17)	21	
	22 4 965 364	5 087 017
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23 4 756 006	4 576 797

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	179 209	78 500
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	215 553	209 934
Autres			
-	3		
-	4		
	5	394 762	288 434
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	54 917	183 147
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	19 751	(10 067)
Revenus reportés	9	(9 367)	(208 746)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		(8 464)
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13		
	14	460 063	244 304
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(118 620)	(305 277)
Produit de cession	16	24 720	
	17	(93 900)	(305 277)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
Variation nette des placements temporaires	22		
	23		
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	24	85 400	
Remboursement de la dette à long terme	25	(109 471)	(105 700)
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27		
Autres			
-	28		
-	29		
	30	(24 071)	(105 700)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	342 092	(166 673)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	172 052	338 725
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	514 144	172 052

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de la Paroisse de Saint Liguori est un organisme municipal existant en vertu de la loi intitulée Acte des municipalités et des chemins du Bas-Canada de 1855, 18 Victoria, chapitre 100. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

N/A

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

La préparation des états financiers, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif aux titres des sites contaminés et des contestations d'évaluation et des réclamations en justice.

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatations suivants :

Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;

Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus;

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

D) Passifs

S/O

E) Actifs non financiers

S/O

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à leur valeur marchande. Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes :

Infrastructures : 40 ans

Bâtiments : 20 ans

Véhicules : 10 et 20 ans

Ameublement et équipement de bureau : 5 et 10 ans

Machinerie, outillage et équipement divers : 10 ans

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

F) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S/O

I) Instruments financiers

s/o

J) Autres éléments

Passifs

Dépenses reportées

Les dépenses reportées sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les frais d'escomptes et d'émission des emprunts à long terme sont amortis sur la durée des emprunts. Les autres dépenses reportées sont amorties sur une période maximale de cinq ans.

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subventions est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

Affectation

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement

3. Modification de méthodes comptables

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
4. Encaisse et placements affectés				
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :				
Encaisse	1	514 144		172 052
Placements temporaires	2			
Placements de portefeuille	3			
Note				
<hr/>				
5. Débiteurs				
Taxes municipales	4	136 410		166 857
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	85 421		174 600
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	25 439		50 425
Organismes municipaux	8			
Autres				
- Règlement emprunt	9	85 400		
- Autres	10	19 445		15 150
	11	352 115		407 032
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme				
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12			
Organismes municipaux	13			
Autres tiers	14			
	15			
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16			
Note				
<hr/>				
6. Prêts				
Prêts à un office d'habitation	17			
Prêts à un fonds d'investissement	18			
Autres				
-	19			
-	20			
	21			
Note				
<hr/>				
7. Placements de portefeuille				
Placements à titre d'investissement	22			
Autres placements	23			
	24			
Note				

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25		
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(_____)	(_____)
	27	_____	_____
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28		
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32	4 400	3 472
	33	4 400	3 472
Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.			
Note			
9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		
Note			
10. Emprunts temporaires			
11. Crédoiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	97 947	77 096
Salaires et avantages sociaux	38		
Dépôts et retenues de garantie	39	10 932	10 932
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Frais d'assainissement des sites contaminés	42		
Autres			
- Intérêts	43	11 000	12 100
-	44		
-	45		
-	46		
-	47		
	48	119 879	100 128
Note			
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	49	2 715	5 382
Transferts	50		
Autres			
- LOYERS PERCUS D'AVANCE	51	13 400	20 100
-	52		
	53	16 115	25 482
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

						2015	2014
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt		Échéance			
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,60	4,76	2016	2021	54	939 623	963 694
Obligations et billets en monnaies étrangères					55		
Gains (pertes) de change reportés					56		
					57		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					58		
Organismes municipaux					59		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					60		
Autres					61		
					62	939 623	963 694
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	()	()
					64	939 623	963 694

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2015		
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2016	65	73	112 400	81	90	98	112 400
2017	66	74	337 300	82	91	99	337 300
2018	67	75	172 809	83	92	100	172 809
2019	68	76	41 800	84	93	101	41 800
2020	69	77	187 014	85	94	102	187 014
2021 et +	70	78	88 300	86	95	103	88 300
	71	79	939 623	87	96	104	939 623
Intérêts et frais accessoires			88	()		105	()
	72	80	939 623	89	97	106	939 623

Note

	2015	2014
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	107	(209 358)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108	
Autres	109	
	110	(209 358)
		(510 220)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	111	1 476 081	139		166		193	1 476 081
Eaux usées	112	31 374	140		167		194	31 374
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	3 036 447	141		168		195	3 036 447
Autres	114	1 662 971	142		169		196	1 662 971
Réseau d'électricité	115		143		170		197	
Bâtiments	116	600 366	144		171		198	600 366
Améliorations locatives	117		145		172		199	
Véhicules	118	612 255	146	108 016	173	68 318	200	651 953
Ameublement et équipement de bureau	119	224 477	147		174		201	224 477
Machinerie, outillage et équipement divers	120	292 236	148	10 604	175		202	302 840
Terrains	121	265 553	149		176		203	265 553
Autres	122		150		177		204	
	123	<u>8 201 760</u>	151	<u>118 620</u>	178	<u>68 318</u>	205	<u>8 252 062</u>
Immobilisations en cours	124		152		179		206	
	125	<u>8 201 760</u>	153	<u>118 620</u>	180	<u>68 318</u>	207	<u>8 252 062</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	126	511 455	154	31 563	181		208	543 018
Eaux usées	127	13 572	155	784	182		209	14 356
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	1 053 328	156	107 011	183		210	1 160 339
Autres	129	477 038	157	13 412	184		211	490 450
Réseau d'électricité	130		158		185		212	
Bâtiments	131	362 056	159	11 420	186		213	373 476
Améliorations locatives	132		160		187		214	
Véhicules	133	277 448	161	35 281	188	43 598	215	269 131
Ameublement et équipement de bureau	134	217 030	162	7 583	189		216	224 613
Machinerie, outillage et équipement divers	135	214 653	163	8 499	190		217	223 152
Autres	136		164		191		218	
	137	<u>3 126 580</u>	165	<u>215 553</u>	192	<u>43 598</u>	219	<u>3 298 535</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	138	<u>5 075 180</u>					220	<u>4 953 527</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221		224		226		228	
Amortissement cumulé	222	(_____)	225	(_____)	227	(_____)	229	(_____)
Valeur comptable nette	223	<u>_____</u>					230	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	231		
Immeubles industriels municipaux	232		
Autres	233	11 837	11 837
	234	11 837	11 837
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	11 837	11 837
<hr/>			
Note			

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	237		
Frais reportés			
-	238		
-	239		
	240		
<hr/>			
Note			

18. Obligations contractuelles

Office Municipal d'Habitation de Saint-Liguori

Le conseil municipal de la Paroisse de Saint-Liguori a décidé unanimement, par résolution 1993-037, de défrayer 10 % du déficit de budget d'exploitation de l'Office Municipal d'Habitation de Saint-Liguori.

Voirie

La municipalité s'est engagée en vertu d'un contrat de cinq ans échéant en 2016 pour l'ouverture des chemins en hiver. Le solde des engagements, incluant les taxes, au 31 décembre 2015 est estimé à 131 860 \$.

Hygiène du milieu

La municipalité s'est engagée en vertu d'un contrat de cinq ans échéant en 2019, pour l'enlèvement des ordures et cueillette sélective. La dépense annuelle se chiffre à 134 000 \$ plus les taxes applicables.

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

b) Auto-assurance

N/A

c) Poursuites

N/A

d) Autres

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

20. Redressement aux exercices antérieurs

s/o

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

22. Instruments financiers

s/o

23. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :

		2015	2014
Encaisse	241	514 144	172 052
Découvert bancaire	242	()	()
Placements temporaires	243		
<i>Ajouter</i>			
-	244		
-	245		
-	246		
-	247		
<i>Déduire</i>			
-	248	()	()
-	249	()	()
-	250	()	()
-	251	()	()
-	252	()	()
-	253	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	254	514 144	172 052

Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice

255

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

24. Fonds local d'investissement

2015

2014

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	256
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257
Autres revenus	258
	259

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260
Variation de la provision pour moins-value	261
	262
Autres charges	263
	264
Excédent (déficit) de l'exercice	265

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	266		
Placements de portefeuille	267		
Débiteurs	268		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269		
Provision pour moins-value	270	() (
	271		
	272		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	273		
Revenus reportés	274		
Dette à long terme	275		
	276		
Solde du Fonds local d'investissement	277		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	278
Supportant les engagements de prêts	279
Supportant les garanties de prêts	280
	281

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

25. Fonds local de solidarité**2015****2014****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	282
Revenus sur les prêts aux entreprises	283
Autres revenus	284
	<hr/> 285 <hr/>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	286
Variation de la provision pour moins-value	287
	<hr/> 288 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	289
Autres charges	290
	<hr/> 291 <hr/>

Excédent (déficit) de l'exercice	<hr/> 292 <hr/>
---	-----------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	293		
Placements de portefeuille	294		
Débiteurs	295		
Prêts aux entreprises	296		
Provision pour moins-value	297	() (
	<hr/> 298 <hr/>		
	299		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	300
Revenus reportés	301
Dette à long terme	302
	<hr/> 303 <hr/>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304
Excédent (déficit) non affecté	305
	<hr/> 306 <hr/>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	307
Supportant les engagements de prêts	308
	<hr/> 309 <hr/>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 540 787	273 952
Excédent de fonctionnement affecté	2 175 242	165 286
Réserves financières et fonds réservés	3 14 236	14 236
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 () ()	
Financement des investissements en cours	5	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 4 025 741	4 123 323
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	
	8 4 756 006	4 576 797
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 540 787	273 952
Organismes contrôlés	10	
	11 540 787	273 952
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- CARRIERE	12 80 960	76 574
- ACQUEDUC	13 72 793	72 793
- BIBLIOTHEQUE	14 174	174
- LOISIRS	15 675	675
- PARC	16 19 967	14 397
- REGLEMENT EMPRUNT 2009-343	17 673	673
-	18	
-	19	
-	20	
	21 175 242	165 286
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	22	
-	23	
-	24	
	25	
	26 175 242	165 286
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières		
-	27	
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33	
Fonds parcs et terrains de jeux	34	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35	
Société québécoise d'assainissement des eaux	36	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37 14 236	14 236
Financement des activités de fonctionnement	38	
Fonds local d'investissement	39	
Fonds local de solidarité	40	
Autres	41	
-	42	
-	43	
-	44	
	45 14 236	14 236
	46 14 236	14 236

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 () ()	() ()
Intérêts sur la dette à long terme	48 () ()	() ()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 () ()	() ()
Régimes non capitalisés	50 () ()	() ()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	() ()
Autres	52 () ()	() ()
Régimes non capitalisés	53 () ()	() ()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 () ()	() ()
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 () ()	() ()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 () ()	() ()
Utilisation du fonds de roulement	57 () ()	() ()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 () ()	() ()
Autres		
-	59 () ()	() ()
-	60 () ()	() ()
	61 () ()	() ()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 () ()	() ()
Autre financement	63 () ()	() ()
	64 () ()	() ()
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65	
Investissements à financer	66 () ()	() ()
	67	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68 4 953 527	5 075 180
Propriétés destinées à la revente	69 11 837	11 837
Prêts	70	
Placements à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales	72	
	73 4 965 364	5 087 017
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 939 623	963 694
Frais reportés liés à la dette à long terme	75	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 () ()	() ()
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 () ()	() ()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 () ()	() ()
	79 939 623	963 694
Dette en cours de refinancement et autres éléments		
	80	
	81 939 623	963 694
	82 4 025 741	4 123 323

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	_____
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	_____
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	_____
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
	21 _____	_____
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
	24 _____	_____
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	_____
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	_____
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	_____
Autres	30 _____	_____
-	31 _____	_____
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 _____	_____
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 _____	_____

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
	56	57	58
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	_____	_____	_____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	60	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69 (_____)	(_____)	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2015	2014
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2015	2014
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

94 Oui
 95 Non

	2015	2014
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96		

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2015	2014
Cotisations des élus au RREM 97		
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98	4 400	3 472
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99		
100	4 400	3 472

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

Administration municipale

Dettes à long terme	1	939 623
---------------------	---	---------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	939 623
---	----	---------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	16	939 623
------------------------------	----	---------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	209 054
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	

Endettement total net à long terme	20	1 148 677
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	1 148 677
---	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

TAXES		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	1 439 218	1 452 951	1 190 003
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			33 914
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	1 439 218	1 452 951	1 223 917
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	34 176	37 011	35 825
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	157 169	156 745	199 766
Autres				
-Bac Organiques	14		1 234	33 555
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17		7 804	8 703
Service de la dette	18	33 251	33 243	
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	224 596	236 037	277 849
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	64 559	65 816	64 313
Autres	23			
	24	64 559	65 816	64 313
	25	289 155	301 853	342 162
	26	1 728 373	1 754 804	1 566 079

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28	16 615	
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31	16 615	
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32	13 063	14 823
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34	8 596	7 585
	35	21 659	22 408
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40	38 274	22 408
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42	16 615	16 615
Taxes d'affaires	43		
	44	16 615	16 615
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51	38 274	39 023
	39 022	38 274	39 023

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52		
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	25 950	37 950
Enlèvement de la neige	58		
Autres	59	1 500	1 200
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68		
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72	46 781	48 386
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		18 467
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85	16 807	
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86	8 250	
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		
Autres	88	679	
Réseau d'électricité	89		
	90	27 450	111 667
		111 667	106 383

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96		35 801
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		167 916
Réseau de distribution de l'eau potable	107		
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125		
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129		203 717

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal	130		
Péréquation	131		
Réorganisation municipale	132		
Neutralité	133		
Diversification des revenus	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		
Programme d'aide financière aux MRC	136		
Autres	137		
	138		
TOTAL DES TRANSFERTS	139 27 450	111 667	310 100

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143	10 612	
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145	394	
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148	394	
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150	12 000	11 735
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154	12 000	11 735
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168	2 323	
Autres	169		
	170	2 323	
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171	600	
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175	600	
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176	8 200	
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179	8 200	
Réseau d'électricité			
	180		
	181	31 412	14 048
			11 735

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale	182	18 830	15 510
Sécurité publique	183		
Transport			
Réseau routier	184		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	185		
Transport adapté	186		
Transport scolaire	187		
Autres	188		
Autres	189		
Hygiène du milieu	190	2 522	1 089
Santé et bien-être	191		
Aménagement, urbanisme et développement	192	1 500	3 115
Loisirs et culture	193	15 704	8 266
Réseau d'électricité	194		
	195	38 556	27 980
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	31 412	52 604
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	197	4 560	5 940
Droits de mutation immobilière	198	35 000	42 789
Droits sur les carrières et sablières	199	4 386	17 480
Autres	200		
	201	39 560	66 209
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	15 000	16 273
INTÉRÊTS	203	8 000	22 470
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206		
Contributions des promoteurs	207		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208		
Contributions des organismes municipaux	209		
Autres contributions	210		
Autres	211	7 686	13 507
	212	7 686	13 507

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Budget 2015	Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	134 547	132 805		132 805	111 901
Application de la loi	2					
Gestion financière et administrative	3	183 714	170 747		170 747	202 691
Greffe	4	6 000	1 747		1 747	2 904
Évaluation	5	25 918	15 926		15 926	79 319
Gestion du personnel	6					
Autres	7	75 714	74 158	19 003	93 161	78 143
	8	425 893	395 383	19 003	414 386	474 958
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	168 576	168 880		168 880	168 990
Sécurité incendie	10	90 907	70 114	43 778	113 892	108 237
Sécurité civile	11		7 804		7 804	
Autres	12	15 690	15 793		15 793	16 849
	13	275 173	262 591	43 778	306 369	294 076
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	331 429	330 924	107 011	437 935	475 937
Enlèvement de la neige	15	139 717	127 329		127 329	121 941
Éclairage des rues	16	16 000	10 739		10 739	14 300
Circulation et stationnement	17	13 000	9 572		9 572	10 355
Transport collectif						
Transport en commun	18	36 822	39 512		39 512	21 099
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					33 554
	22	536 968	518 076	107 011	625 087	677 186

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	<u>Budget 2015</u>		<u>Réalisations 2015</u>		<u>Total</u>	<u>Réalisations 2014</u>
	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23		13 001	787	13 788	
Réseau de distribution de l'eau potable	24	33 400	31 523	31 563	63 086	54 687
Traitement des eaux usées	25					
Réseaux d'égout	26					
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	87 520	97 948		97 948	106 097
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	27 617	24 119		24 119	38 711
Tri et conditionnement	30		7 003		7 003	12 301
Matières organiques						
Collecte et transport	31	32 305	33 527		33 527	47 623
Traitement	32					
Matériaux secs	33	9 727	11 617		11 617	8 836
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	190 569	218 738	32 350	251 088	268 255
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44					
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45			9 976	9 976	37 765
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	20 843	20 843	3 435	24 278	
Tourisme	49					
Autres	50	42 000	28 034		28 034	18 729
Autres	51					
	52	62 843	48 877	13 411	62 288	56 494

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Budget 2015		Réalizations 2015		Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Non audité					
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	12 761	12 761	12 761	3 018
Patinoires intérieures et extérieures	54	4 000	586	586	1 756
Piscines, plages et ports de plaisance	55				
Parcs et terrains de jeux	56	50 420	43 228	43 228	49 110
Parcs régionaux	57				5 693
Expositions et foires	58				
Autres	59	43 500	40 190	40 190	22 152
	60	110 681	96 765	96 765	81 729
Activités culturelles					
Centres communautaires	61	27 660	28 904	28 904	24 825
Bibliothèques	62	66 510	67 049	67 049	67 892
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65	2 500	2 500	2 500	2 500
	66	96 670	98 453	98 453	95 217
	67	207 351	195 218	195 218	176 946
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
68					
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dettes à long terme					
Intérêts	69	36 449	33 594	33 594	36 510
Autres frais	70				
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71				
Autres	72				
	73	36 449	33 594	33 594	36 510
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS					
	74		215 553 (	215 553)	

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert par sources	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la Municipalité de Saint-Liguori. Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

J'estime que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la Municipalité de Saint-Liguori a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

Yvan Gaudet, CPA auditeur, CA
368 Chemin des Prairies
Joliette, Qc.
J6E 4J8

DATE 2016-03-14

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		1 754 804
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		<hr/>
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<hr/>	10 <hr/>
Revenus de taxes	11		1 754 804

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes			1	1 754 804
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>1 754 804</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5	65 816		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7			
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	7 804		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10	<u>73 620</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>1 681 184</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2015 ²	1	217 459 200
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2015 ²	2	219 055 300
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	218 257 250

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	1 681 184
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	218 257 250
Taux global de taxation réel de 2015	6	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> , <input type="text" value="7"/> <input type="text" value="7"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="3"/> / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2015 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Budget 2015	Réalizations 2015	Réalizations 2014
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		127 961
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		
Ponts, tunnels et viaducs	7		35 801
Systèmes d'éclairage des rues	8	2 000	
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	15 000	112 719
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		20 008
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	108 016	
Ameublement et équipement de bureau	18	5 000	2 945
Machinerie, outillage et équipement divers	19	10 604	5 843
Terrains	20		
Autres	21	25 000	
	22	47 000	118 620
			305 277

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		127 961
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		
Autres infrastructures	27		35 801
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		112 719
Autres immobilisations	33	118 620	28 796
	34	118 620	305 277

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	963 694	85 400	109 471	939 623
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	963 694	85 400	109 471	939 623
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	418 314		30 300	388 014
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	545 380	85 400	79 171	551 609
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	963 694	85 400	109 471	939 623
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16				
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21				
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25				
	26	963 694	85 400	109 471	939 623
Dette en cours de refinancement	27	()		()	
Reclassement / Redressement	28				
	29	963 694	85 400	109 471	939 623
Note					

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
Administration générale				
Application de la loi	1			33 475
Évaluation	2	15 618	15 618	79 027
Autres	3	59 760	59 760	20 470
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7	10 189	10 189	7 879
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	36 822	36 822	
Autres	10			21 099
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	20 843	20 843	17 079
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	11 356	11 356	
Autres	21	9 201	9 201	5 693
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	11 424	11 424	3 018
Activités culturelles	23	1 337	1 337	
Réseau d'électricité				
	24			
	25	176 550	176 550	187 740

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	4,00	35,00	***	***	***
Professionnels	2	1,00	35,00	***	***	***
Cols blancs	3	5,00	10,00	***	***	***
Cols bleus	4	2,00	40,00	***	***	***
Policiers	5			***	***	***
Pompiers	6	7,00	2,00	***	***	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7			***	***	***
	8	19,00		***	***	***
Élus	9	7,00		57 535	2 810	60 345
	10	26,00		***	***	***

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	77 681		33 986		111 667
	17	77 681		33 986		111 667

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1		27		53		79		105		131
Évaluation	2	15 926	28		54	15 926	80		106	15 926	132
Autres	3	379 457	29	19 003	55	398 460	81	18 830	107	379 630	133 1 384
	4	395 383	30	19 003	56	414 386	82	18 830	108	395 556	134 1 384
Sécurité publique											
Police	5	168 880	31		57	168 880	83		109	168 880	135
Sécurité incendie	6	70 114	32	43 778	58	113 892	84	394	110	113 498	136 5 962
Sécurité civile	7	7 804	33		59	7 804	85		111	7 804	137
Autres	8	15 793	34		60	15 793	86		112	15 793	138
	9	262 591	35	43 778	61	306 369	87	394	113	305 975	139 5 962
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	330 924	36	107 011	62	437 935	88		114	437 935	140 10 430
Enlèvement de la neige	11	127 329	37		63	127 329	89	11 331	115	115 998	141
Autres	12	20 311	38		64	20 311	90		116	20 311	142
Transport collectif	13	39 512	39		65	39 512	91		117	39 512	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	518 076	41	107 011	67	625 087	93	11 331	119	613 756	145 10 430
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	13 001	42	787	68	13 788	94	2 522	120	11 266	146 9 237
Réseau de distribution de l'eau potable	17	31 523	43	31 563	69	63 086	95		121	63 086	147
Traitement des eaux usées	18		44		70		96		122		148
Réseaux d'égout	19		45		71		97		123		149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	97 948	46		72	97 948	98		124	97 948	150
Matières recyclables	21	76 266	47		73	76 266	99		125	76 266	151
Autres	22		48		74		100		126		152
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128		154
Autres	25		51		77		103		129		155
	26	218 738	52	32 350	78	251 088	104	2 522	130	248 566	156 9 237

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement
		+	=	=	-	=					
Santé et bien-être											
Logement social	157	172	187	202	2 323	217	(2 323)	232			
Sécurité du revenu	158	173	188	203		218		233			
Autres	159	174	189	204		219		234			
	160	175	190	205	2 323	220	(2 323)	235			
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	176	9 976	191	9 976	206	221	9 976	236		
Rénovation urbaine	162	177		192		207	222		237		
Promotion et développement économique	163	48 877	178	3 435	193	52 312	208	223	52 312	238	
Autres	164		179		194		1 500	224	(1 500)	239	
	165	48 877	180	13 411	195	62 288	210	1 500	225	60 788	240
Loisirs et culture											
Activités récréatives	166	96 765	181		196	96 765	211	15 704	226	81 061	6 581
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	67 049	182		197	67 049	212	227	67 049	242	
Autres	168	31 404	183		198	31 404	213	228	31 404	243	
	169	195 218	184		199	195 218	214	15 704	229	179 514	6 581
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245
	171	1 638 883	186	215 553	201	1 854 436	216	52 604	231	1 801 832	33 594

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

		2015	2014
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	118 620	305 277
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	118 620	305 277

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	273 952	440 748
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	273 952	440 748
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	276 791	(131 007)
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(9 956)	(35 789)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	266 835	(166 796)
Solde à la fin de l'exercice	12	540 787	273 952
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	165 286	129 497
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	165 286	129 497
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	9 956	35 789
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	9 956	35 789
Solde à la fin de l'exercice	22	175 242	165 286
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	14 236	14 236
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	14 236	14 236
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26		
Activités d'investissement	27		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30		
Solde à la fin de l'exercice	31	14 236	14 236

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	2015	2014
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 ()	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ()	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites		
d'enfouissement	39 ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	40 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	41 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	42 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()	()
Autres	44 ()	()
	45 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	46 ()	()
Autre financement	47 ()	()
	48 ()	()
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49	
	50	
	51	
Solde à la fin de l'exercice	52 ()	()
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	53	
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54	
Solde redressé au début de l'exercice	55	
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales		
	56	
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	57	
Excédent de fonctionnement affecté	58	
Réserves financières et fonds réservés	59	
	60	
Solde à la fin de l'exercice	61	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	62	4 123 323
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63	3 913 816
Solde redressé au début de l'exercice	64	4 123 323
3 913 816		
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent de fonctionnement affecté	65	
	66	
Variation résiduelle de l'exercice	67	(97 582)
	68	209 507
Solde à la fin de l'exercice	68	4 025 741
		4 123 323

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	RÈGLEMENT N°	MONTANT AUTORISÉ
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	2	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	3	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	4	
	5	
Diminution	6	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1 14 236	2	3	4	5 () 6	7	14 236
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12 () 13	14	
	15 14 236	16	17	18	19 () 20	21	14 236

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	| 0 | , | 6 | 9 | 0 | 0 | \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	5	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	12	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	19	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	26	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	| | , | | | | | \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(Montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	1 | 0 | 5 | , | 0 | 0 | \$
Égout	2	| | | | , | | | | \$
Eau et égout	3	| | | | , | | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| | | | , | | | | \$
Matières résiduelles	5	1 | 7 | 4 | , | 0 | 0 | \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | 0 | , | 7 | 9 | 0 | 0 | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Eau : dépanneur salon boutique	131,0000	4	
Eau : restaurer caisse pop garage	263,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	270 462 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 <input checked="" type="checkbox"/>	26 <input type="checkbox"/>	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>	29 <input checked="" type="checkbox"/>
Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 <input type="checkbox"/>	31 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 750 RUE PRINCIPALE
(no) (rue)
SAINT-LIGUORI J0K 2X0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 753-3570
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 753-4638
(ind. rég.) (numéro)

Courriel DIRECTION@SAINT-LIGUORI.COM

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom SIMOM FRANCHE

Téléphone (450) 753-3570
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 753-4638
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom YVAN GAUDET CPA

Titre CPA AUDITEUR, CA

Adresse 368 CHEMIN DES PRAIRIES
(no) (rue)
JOLIETTE J6E 4J8
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 759-3381
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 759-3401
(ind. rég.) (numéro)

Courriel Y-GAUDET@VIDEOTRON.CA

Responsable du dossier YVAN GAUDET

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)
 _____ (Code postal)
(Municipalité)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , SIMON FRANCHE , atteste que le rapport financier de Saint-Liguori pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-03-14 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Saint-Liguori .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Liguori consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Saint-Liguori détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 179 209 \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de ,7703 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-03-08 16:36:22

Date de transmission au Ministère : 2016/03/15

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2015

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Saint-Liguori

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	1 888 817	2 067 239	1 859 208
Investissement	2			203 717
	3	1 888 817	2 067 239	2 062 925
Charges	4	1 735 246	1 888 030	1 984 425
Excédent (déficit) de l'exercice	5	153 571	179 209	78 500
Moins : revenus d'investissement	6 (	) (	) (	203 717)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	153 571	179 209	(125 217)
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8		215 553	209 934
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	106 571 ) (	109 471 ) (	105 700)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	) (	33 220 ) (	110 024)
Excédent (déficit) accumulé	12			
Autres éléments de conciliation	13		24 720	
	14	(106 571)	97 582	(5 790)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	47 000	276 791	(131 007)

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Actifs financiers			
Débiteurs	1	352 115	407 032
Autres	2	514 144	172 052
	3	866 259	579 084
Passifs			
Dette à long terme	4	939 623	963 694
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5		
Autres	6	135 994	125 610
	7	1 075 617	1 089 304
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(209 358)	(510 220)
Actifs non financiers			
Immobilisations	9	4 953 527	5 075 180
Autres	10	11 837	11 837
	11	4 965 364	5 087 017
Excédent (déficit) accumulé	12	4 756 006	4 576 797

Extrait du rapport financier, page S20

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	540 787	273 952
Excédent de fonctionnement affecté			
- CARRIERE	14	80 960	76 574
- ACQUEDUC	15	72 793	72 793
- BIBLIOTHEQUE	16	174	174
- LOISIRS	17	675	675
- PARC	18	19 967	14 397
- REGLEMENT EMPRUNT 2009-343	19	673	673
-	20		
-	21		
-	22		
	23	175 242	165 286
Réserves financières	24		
Fonds réservés	25	14 236	14 236
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26 ()	(
Financement des investissements en cours	27		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	4 025 741	4 123 323
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29		
	30	4 756 006	4 576 797

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	1	1 728 373	1 754 804	1 566 079
Compensations tenant lieu de taxes	2	39 022	38 274	39 023
Quotes-parts	3			
Transferts	4	27 450	111 667	106 383
Services rendus	5	31 412	52 604	39 715
Autres	6	62 560	109 890	108 008
	7	1 888 817	2 067 239	1 859 208
Investissement				
Taxes	8			
Quotes-parts	9			
Transferts	10			203 717
Autres	11			
	12			203 717
	13	1 888 817	2 067 239	2 062 925

Extrait du rapport financier, page S14

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Administration générale							
Évaluation	1	25 918	15 926			15 926	79 319
Autres	2	399 975	379 457	19 003		398 460	395 639
Sécurité publique							
Police	3	168 576	168 880			168 880	168 990
Sécurité incendie	4	90 907	70 114	43 778		113 892	108 237
Autres	5	15 690	23 597			23 597	16 849
Transport							
Réseau routier	6	500 146	478 564	107 011		585 575	622 533
Transport collectif	7	36 822	39 512			39 512	21 099
Autres	8						33 554
Hygiène du milieu							
Eau et égout	9	33 400	44 524	32 350		76 874	54 687
Matières résiduelles	10	157 169	174 214			174 214	213 568
Autres	11						
Santé et bien-être	12						
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	13			9 976		9 976	37 765
Promotion et développement économique	14	62 843	48 877	3 435		52 312	18 729
Autres	15						
Loisirs et culture	16	207 351	195 218			195 218	176 946
Réseau d'électricité	17						
Frais de financement	18	36 449	33 594			33 594	36 510
Amortissement des immobilisations	19		215 553	(215 553)			
	20	1 735 246	1 888 030			1 888 030	1 984 425

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3